

La victoire de Nayib Bukele au Salvador, Macron sous les Tropiques

Thierry MAIRE

Doctorant au CMH (ENS-EHESS-CNRS, UMR 8097), chercheur associé au CEMCA (MAE-CNRS, UMPFRE 16), chargé d'enseignement à Sciences Po Lille.

Les résultats de l'élection présidentielle du 3 février 2019 au Salvador sont clairs : dès le premier tour, le candidat outsider, celui que les sondages donnaient gagnant depuis des semaines voire des mois, a été élu, et assez confortablement avec 53% des suffrages exprimés. C'est assez pour que les commentateurs s'enthousiasment sur la fin du bipartisme que le Salvador a connu depuis les Accords de Paix de 1992, et annoncent la possibilité d'un renouvellement politique dont le pays aurait grandement besoin.

Cette analyse est certainement justifiée par plusieurs éléments, mais elle comporte tout de même une marge d'erreur tant il serait prématuré de donner pour morts les deux dinosaures politiques que sont, à droite l'ARENA (Alliance républicaine nationaliste, droite), et à gauche, le FMLN (Front Farabundo Marti de Libération Nationale, gauche). Cela d'autant plus que le Parlement est lui clairement dominé par ces deux partis, et que le nouveau président élu n'y a aucune majorité, pour l'instant.

Nayib Bukele n'est pas un nouveau venu dans la politique salvadorienne. Etudiant en droit à l'Université centraméricaine (UCA), la grande université jésuite locale, souvent considérée comme relativement à gauche mais plus modérée que l'Université Nationale (UES), il n'a jamais fini ses études, plus attiré par les activités de dirigeant d'entreprise. Elu maire en 2012 de Nuevo Cuscatlan, une banlieue assez privilégiée de la capitale, sous l'étiquette du FMLN, il attire l'attention et le parti lui confie la tâche de reconquérir la mairie de San Salvador lors des élections municipales de 2015, gagnée par l'ARENA lors des élections précédentes. Ce qu'il parvient à faire. Ceux qui ont suivi la vie politique salvadorienne avec constance se souviendront que ce jeune candidat s'était fait remarquer, en particulier pour son aisance à aborder les électeurs, le fait d'oser évoquer des groupes marginalisés (en particulier dans le cas de San Salvador, la population LGBTI) et son audace dans la mise en place de politiques nouvelles et l'évocation de la possibilité de « changements ». Le bilan de son action à la tête de la capitale reste à établir avec précision mais il est parvenu à achever la restructuration du centre historique de la ville, là où nombre de ses prédécesseurs avaient échoué. De même il a marqué les esprits en renonçant à son salaire de maire, pour le convertir en bourses pour les élèves méritants, dans le style d'un Pepe Mujica (Uruguay). Certains n'hésitèrent pas à critiquer ces politiques comme superficielles et médiatiques, ce qu'elles furent en partie tant le jeune édile

maîtrise les outils contemporains de la communication politique, mais il est indéniable que cela lui valut le soutien de nombre d'électeurs, dans la capitale et au-delà. Un éditorial publié par la UCA soulignait ainsi justement le double aspect à la fois fascinant mais flou du personnage¹.

Son positionnement idéologique pragmatique fut néanmoins l'origine de désaccords, puis de conflits avec la direction du FMLN. L'examen des raisons ayant mené le tribunal d'éthique du parti à l'expulser le 11 octobre 2017, l'empêchant de se représenter à ce poste de maire de la capitale est intéressant, car au-delà des récriminations diverses et variées, deux motifs apparaissent en creux². L'un, vérifiable de par les déclarations de l'édile, souvent fracassantes ou pour le moins peu diplomatiques, montrent un élu critique envers la direction du parti mais aussi, ou surtout, du Président de la République, Salvador Sanchez Ceren. On comprend que cela soit difficilement acceptable pour un parti très monolithique comme le FMLN, plus habitué à la discipline propre aux anciennes guérilla marxistes qu'aux débats sur la place publique. Mais l'autre élément, non-dit et donc plus discret, est l'accusation de 'politique personnelle'. Derrière cette accusation, que l'on pourrait assimiler au fait de se mettre trop en avant personnellement, on peut se demander si certains dirigeants ne constataient pas déjà, effrayés, la montée de l'astre Bukele, aux dépens de celui qui pouvait raisonnablement espérer être le prochain candidat à l'élection présidentielle, le vice-président Oscar Ortiz, lui aussi ancien maire d'une ville de la banlieue de la capitale et qui rongeaient son frein depuis de nombreuses années. La décision du tribunal d'éthique du parti, unanime, peut donc se comprendre comme une manière d'éliminer le problème Bukele. Hélas, la stratégie fit long feu et se révéla bien malheureuse. Tout au contraire, Bukele annonça la création d'un mouvement politique indépendant, *Nuevas Ideas*, à partir duquel il lança quelques mois plus tard sa candidature à l'élection présidentielle. On relève ici que son éloignement des élections de 2018, municipales et législatives, lui a peut-être été également favorable. Alors que le FMLN connaissait une défaite cinglante, passant ainsi à l'Assemblée Nationale de 31 à 23 députés, son plus mauvais score depuis le retour à la vie démocratique, Bukele, mis sur la touche, resta à l'écart de la vindicte électorale. Eut-il été réélu maire s'il avait concouru comme il le souhaitait ? Un an plus tard, le voici donc élu, mais Président de la République. Examinons d'abord comment cette élection a pu aboutir à ce résultat, avant de tenter de comprendre ce qu'elle peut apporter en termes de changements à venir.

La candidature de Bukele fut compliquée. La loi salvadorienne impose que les candidats soient membres d'un parti dûment enregistré par le Tribunal Suprême Électoral (TSE). Or le mouvement fondé par Bukele a d'abord dû rassembler un certain nombre de signatures pour prouver qu'il était soutenu par des citoyens, puis il a fallu faire avaliser ces signatures par le TSE. Toutes ces démarches prenant du temps, surtout lorsqu'il s'agit de faire que le temps s'allonge, accusation portée par Bukele à l'encontre du TSE et des autres partis, le candidat décida de ne pas attendre et de prendre appui sur un petit parti existant, le CD (Centro Democrático). Or ce dernier faisait depuis plusieurs années l'objet d'une procédure visant à sa désinscription, en raison de l'insuffisance de ses résultats. La procédure en cause durait donc,

¹ <http://uca.edu.sv/noticias/texto-5428>

² <https://www.laprensagrafica.com/elsalvador/Nayib-Bukele-expulsado-del-FMLN-por-estas-razones-20171010-0075.html>

mais voilà qu'elle connut une accélération subite, le TSE trouvant urgent de résoudre cette affaire, saisi soudainement par la Salle Constitutionnelle de la Cour Suprême dont la décision n'avait pas encore été appliquée. L'issue paraissait jouée, et ne se fit pas attendre : le CD était déclaré mort politiquement !³ Or, la Constitution avait été modifiée, déclarant précisément qu'un parti ne pouvait être annulé lorsqu'il disposait au moins d'un député à l'Assemblée. Ce qui était, à la date en cause, le cas du CD. Pris dans la nasse des manœuvres politiques visant à bloquer sa candidature, Bukele décida alors un coup de maître, en proposant au troisième parti local de le soutenir : GANA⁴. C'était là une manœuvre osée car GANA est le fruit d'une scission au sein de l'ARENA, apparue en août 2009 lors de la défection de 13 députés de droite, à l'instigation de l'ancien Président Saca. Ce dernier est depuis en prison, soupçonné de diverses malversations financières lors de sa présidence. Mais il n'en demeure pas moins l'homme de l'ombre, au sens propre, de la politique salvadorienne. Sa vindicte personnelle contre ses anciens compagnons de l'ARENA explique en bonne partie la courte défaite du candidat de droite lors de la présidentielle de 2013, qui vit le maintien du FMLN à la tête de l'Etat. Pour Bukele, l'alliance avait tout du contre-nature : lui, venant de gauche, se retrouvait allié d'un parti classé au centre-droit, et assez conservateur. Surtout, GANA n'est pas précisément le modèle de probité anti-corruption dont la campagne de Bukele s'est fait le chantre. L'une des propositions phares du candidat Bukele est ainsi d'installer une commission anti-corruption sur le modèle de celle qui fonctionne au Guatemala (la CICIG) et de renforcer le pouvoir d'enquête du Procureur Général⁵. Il n'est pas certain que quelques-uns de ses nouveaux alliés s'en trouvent les plus ardents soutiens. De même, il fit campagne en rejetant les mauvaises habitudes de négociations secrètes entre partis. Pourtant certaines sources font mention du fait que les discussions entre Bukele et GANA pourraient avoir existé bien avant ce fameux soir où l'urgence de la décision l'aurait emporté sur la force des convictions⁶... Force est de constater que cela n'a pas refroidi les électeurs. On peut aussi supposer que GANA y trouvera son compte. Ainsi dès le lendemain des élections, le Président du parti, Andres Rovira, a souligné à la fois que Bukele était totalement libre de toute obligation envers GANA, mais que le parti pouvait désormais se prévaloir de la victoire de son candidat pour obtenir en juillet prochain la présidence du TSE, le mandat des membres de cette instance devant être renouvelés avant le 31 juillet.⁷ Superbe revanche pour GANA, qui précisément s'était plaint que les deux autres partis dominants l'avaient éliminé de cette institution-clé lors de la précédente recomposition. Cette proximité pratique avec GANA pourrait cependant constituer un souci pour le futur président. En effet, GANA est considéré, largement à raison, comme fondé par l'ancien président Saca, qui purge actuellement une peine de prison pour détournements de fonds et autres délits financiers commis durant sa gestion présidentielle. L'image de probité et de lutte anti-corruption apparaît comme brouillée. On note qu'un certain nombre de personnes proches de Saca gravitent fortement autour de Bukele et de sa future Ministre des Affaires Etrangères,

³ <https://www.elsalvador.com/noticias/nacional/498977/sala-ordena-al-tribunal-supremo-electoral-que-cumpla-proceso-de-cancelacion-del-cd-y-psd/>

⁴ <http://diario1.com/politica/2018/07/nayib-bukele-se-inscribe-como-precandidato-presidencial-de-gana/>

⁵ <https://www.brookings.edu/blog/order-from-chaos/2019/02/05/the-significance-of-nayib-bukeles-surprising-election-as-president-of-el-salvador/>

⁶ https://elfaro.net/es/201807/el_salvador/22229/Bukele-siempre-tuvo-a-Gana-en-mente.htm

⁷ <https://elmundo.sv/gana-dejara-que-bukele-elija-gabinete-y-pide-tse/>

Alexandra Hill⁸. Cela pourrait donc gêner les tentatives d'attirer des personnes issues de l'ARENA vers une majorité présidentielle au parlement, encore que l'état de décomposition de ce grand parti de droite peut réserver toutes sortes de surprises dans les semaines ou mois qui viennent⁹.

Mais pour cerner ce candidat, décidément fort éluif sur bien des points, on peut utilement regarder son entourage, en particulier par exemple le profil du vice-président élu, Felix Ulloa. Car si l'attention s'est logiquement concentrée sur le candidat président, son futur vice-président est loin d'être un novice en politique et son parcours renseigne autant, sinon plus, sur l'orientation politique de l'impétrant. Felix Ulloa présente une carrière fascinante à plus d'un titre¹⁰. Non seulement il a passé une grande partie de sa jeunesse étudiante dans les organisations relevant de la guérilla, mais il a joué un rôle de premier plan, discret mais souvent incontournable, dans la formation des instances politiques de la période post-guerre civile. Sa présence auprès de Bukele est donc très porteuse de sens, et colore incontestablement en rouge pâle -nous dirions socio-démocrate en Europe- le futur président, alors même que nombre de commentateurs en sont presque à classer l'élu à droite. On reconnaît ici l'ambiguïté de Bukele, comme celle du Président Macron en France. Gauche ? Droite ? Ni l'un, ni l'autre mais 'en même temps' l'un et l'autre ? Il semblerait que cela ait importé assez peu aux électeurs, signe des temps certes mais aussi fruit d'une allergie locale de ces électeurs aux 'vieux' partis qui ont jusqu'ici dominé la vie politique salvadorienne. Beaucoup d'analystes portent également un jugement bien rapide sur le positionnement de Bukele en raison de son affiliation à GANA. Mais comme je l'ai évoqué plus haut, cette alliance est essentiellement pratique. Elle sous-entend certainement un renvoi d'ascenseur comme on dit, ou disons des remerciements pour services rendus. Ulloa apporte à Bukele le fruit de sa longue expérience politique, à gauche surtout, mais une gauche modérée dira-t-on, en rupture depuis longtemps avec le FMLN traditionnel. Ancien magistrat du TSE, avocat de profession, il dispose d'un fort réseau international, en particulier aux Etats-Unis et au Mexique, partenaires habituels du pays. Son âge contrebalance celui du plus jeune président salvadorien jamais élu. Il a certainement contribué à rapprocher Bukele et GANA. Son rôle sera donc important dans la relation du futur Président avec l'Assemblée Nationale, où il ne dispose d'aucune majorité à ce jour. Car c'est bien là que le bât blesse le plus nettement : l'Assemblée Nationale a été, elle, élue en 2018, pour un mandat de trois ans (en parallèle avec les Conseils municipaux). Or l'élection législative ne laissait pas présager un tel bouleversement de la politique salvadorienne. Il faut pour cela regarder l'évolution des sièges obtenus entre l'Assemblée élue en 2015 et celle issue des élections de 2018.

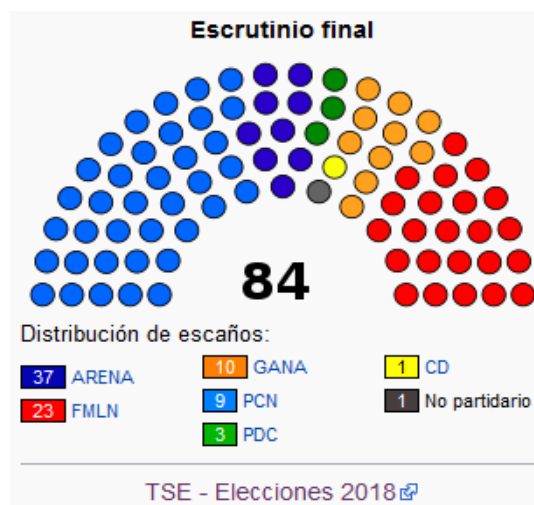
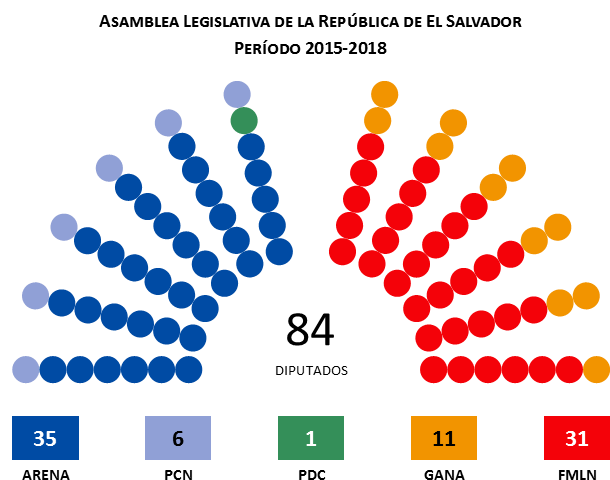
⁸ <https://liberalsv.com/ernesto-sanabria-silvio-aquino-y-arena-ortega-el-circulo-cercano-de-la-nueva-canciller/>

⁹ On peut utilement se reporter à la longue et très instructive analyse des journalistes de *El Faro*, sur la crise interne à l'ARENA, crise qui remonte à 2009 au moins, et qui n'a pour le moment pas trouvé solution. https://elfaro.net/es/201902/el_salvador/22991/La-derrota-del-3F-desata-la-guerra-interna-en-Arena.htm.

Pour une description plus factuelle des soucis actuels du parti de droite :

<https://www.laprensagrafica.com/elsalvador/Arrecia-pleito-interno-de-ARENA-20190508-0488.html>

¹⁰ <https://web.archive.org/web/20190127035150/https://www.lapagina.com.sv/nacionales/conozca-quien-es-felix-ulloa-aspirante-a-vicepresidente-por-gana/>



Sources : [https://es.wikipedia.org/wiki/Archivo:Asamblea Legislativa El Salvador 2015-18.png](https://es.wikipedia.org/wiki/Archivo:Asamblea_Legislativa_El_Salvador_2015-18.png) et <https://www.laprensagrafica.com/internacional/Los-cinco-desafios-mas-grandes-que-enfrentara-Bukele-en-uno-de-los-paises-mas-violentos-y-pobres-de-America-Latina-20190206-0200.html>

Les deux graphiques ci-dessus montrent l'effondrement du FMLN, lequel est passé de 31 sièges dans la précédente assemblée à 23 à peine, son résultat le plus bas depuis les Accords de Paix. ARENA, le parti de la droite classique a renforcé son emprise, avec un gain de 2 sièges, soit 37 dans la nouvelle législature. Mais il faut y ajouter ceux du PCN (droite), qui a de plus obtenu 3 sièges supplémentaires, soit 9 en tout, ce qui permet d'arriver à 46 sièges. Or la majorité se situe à 43 sièges. De ce point de vue, et surtout si y ajoute encore les 3 sièges du PDC, qui avait pratiquement disparu dans la précédente mandature, dont 2 obtenus soit dit en passant grâce aux députés élus au plus fort reste (vote résiduel pour reprendre les termes locaux), on arrive même à 49 sièges. C'est donc une majorité confortable, si on veut bien ne pas tenir compte des risques de défection, le transfugisme politique étant une pratique fréquente au sein de l'Assemblée et cela peut conduire à bien des surprises, comme on l'a vu en 2009 et 2010 particulièrement avec la naissance de GANA, à partir d'une dissidence au sein de l'ARENA. GANA justement tire plutôt bien son épingle du jeu, en maintenant sa représentation avec 10 députés.

Or Bukele a été en principe le candidat porté par GANA. Son mandat ne repose donc que sur ces 10 députés, auxquels on pourrait ajouter l'unique député CD, et qui sait où situer le seul député indépendant élu. Dès lors l'arithmétique électorale pose un problème majeur : le président élu n'a aucune majorité pour gouverner, et les lois et réformes proposées risquent fort de rencontrer une opposition systématique à l'Assemblée, d'autant que le FMLN pourrait lui aussi se montrer peu disposé à coopérer avec son ancien élu. Faut-il en conclure que l'élection de Bukele est ratée par avance, un coup pour rien dans la démocratie salvadorienne, voire un risque sérieux de blocage législatif qui handicaperait considérablement le petit pays déjà aux prises avec des défis sérieux tels que la violence, la pauvreté et une croissance économique anémique et dépendante ? Et si, tout au contraire, c'était l'occasion historique de se défaire d'un bi-partisme hérité de la période de la guerre civile, plus souvent négatif que positif pour la gouvernance du pays et que nombre d'électeurs ont souhaité abandonner ? Ce vœu, pour ne pas rester pieu, doit pouvoir cependant correspondre aux réalités politiques, et ne résoud pas à lui

seul la manière dont Bukele pourra gouverner et négocier avec les forces en présence jusqu'au milieu de son mandat (il est élu jusque mi-2024, alors que l'Assemblée actuelle termine son mandat en 2021).

Il est certain que l'entregent de l'élu, sa proximité avec l'élite salvadorienne qu'il connaît et fréquente, sa jeunesse même, et bien sûr le nombre de voix obtenues pour cette élection dès le premier tour sont autant d'atouts qui pourraient faire basculer un certain nombre de député-e-s en sa faveur. Surtout, le programme qu'il a affiché durant la campagne et qu'il souhaitera mettre en œuvre par la suite peut également constituer une base sur laquelle construire des ralliements, voire des retournements dont la politique salvadorienne est coutumière. Il y sera aidé par l'affaiblissement historique du FMLN, qui n'a pas su dépasser un positionnement idéologique encore trop marqué par son passé guerrillero, au moins sur le plan rhétorique, mais aussi par une contestation laborieuse mais constante au sein de l'ARENA, dont la défaite a constitué une gifle inattendue au regard des résultats obtenus en 2018. Le choix du candidat du parti de droite, marqué par un certain dilettantisme, mal compensé par le choix d'une candidate vice-présidente très qualifiée mais inexpérimentée en politique et peu connue, candidat qui plus est typique de ces 'fils de' qui semblent penser qu'on peut conquérir le pouvoir politique comme on a hérité des entreprises familiales, mène aujourd'hui à une bataille désordonnée qui déstabilise l'ARENA. Dès les jours suivants l'élection présidentielle, des voix ont appelé pêle-mêle, à renvoyer l'instance dirigeante, à convoquer une assemblée fondatrice du parti voire ... à faire preuve de bonne volonté envers le nouveau président. Il en va exactement de même à gauche au FMLN. Serait-ce là les bases pour que *Nuevas Ideas* se transforme en *République en Marche* dans une version tropicale ? Certains semblent le penser ; d'autres sont plus prudents. Mais la possibilité existe, et sa simple évocation montre que la probabilité n'est pas à exclure qu'un mouvement se dessine et permette ainsi au Président de disposer peu à peu d'une forme de majorité autour d'un bloc central, si ce n'est centriste.

Rien ne le démontre mieux, y compris avec toutes les limites, que les premiers pas du président élu, et en particulier ses premières déclarations et surtout, ses premières nominations pour constituer le futur gouvernement, autre casse-tête annoncé par les commentateurs et les opposants de tous bords. Or, de ce point de vue, Bukele procède à son habitude, par un mélange de flou relatif et d'ingéniosité politique. Relevons tout d'abord que ces nominations sont annoncées et effectuées sur le compte Twitter du Président. On reconnaît ici une méthode qui caractérise d'autres élus, manière de court-circuiter les médias traditionnels et de s'adresser au 'peuple' directement. Ce fut le cas de l'annonce de sa propre candidature, qui fit également l'objet d'une vidéo sur YouTube, puis tout au long de la campagne. Bukele refusa même de participer à un débat organisé entre tous les participants à l'élection. C'est donc au travers de ce média qu'il diffuse depuis quelques temps les nominations à son cabinet. Il montre ici sa maîtrise des outils modernes de communication, mais surtout garde ainsi la main sur ce processus, et en égrénant ainsi au fil des jours (plus ou moins tous les deux jours) ces annonces, il maintient l'attention, pour ne pas dire le suspense et fait que l'on parle de lui et du futur gouvernement en permanence ou presque. On reconnaîtra que la tactique est habile.

On notera ensuite que les 4 premières nominations ont toutes été ... des femmes ! C'est non seulement inédit mais assez radical, même si les postes varient en importance : 4 nominations,

4 femmes, la chose ne peut être anodine et fait bruire, ce qui est sans doute aussi l'objectif. Le poste le plus important est celui de Ministre des Affaires Etrangères, confié à Alexandra Hill Tenoco¹¹, puis celui de Ministre du Développement local, qui sera tenu par Maria Navarette, plus connue sous le pseudo de Maria Chichilco. Ce ministère est d'ailleurs nouveau, résultat de la transformation d'une agence para-étatique (le FIDSL) en ministère de plein droit, ce qui en soi est une nouvelle intéressante.. Le troisième marroquin est celui de la culture, qui échoit à la jeune Suecy Calleja ; enfin la future Ministre du logement sera Michelle Sol.

Il est fort instructif d'observer de près cette petite liste. D'une part, ces femmes semblent venir d'horizons assez différents. Entre Hill, fille d'une des fameuses 14 familles les plus riches du pays, et Chichilco-Navarette, ancienne guerillera, on peut se demander ce qu'elles pourront partager politiquement. Mais les apparences sont trompeuses. Toutes ces ministres gravitent en fait dans l'entourage direct du futur Président. Hill est la compagne d'Arena Ortega, sœur de la femme du Président, c'est donc pratiquement sa belle-sœur si l'union des personnes de même sexe existait à El Salvador. Ortega accompagnait d'ailleurs Hill lors de la première conférence de presse donnée après sa nomination. Il faut d'autre part souligner que le père de Alexandra Hill, Jaime Hill, fonda la première ONG dédiée à la lutte et à la réinsertion des personnes droguées (*Fundasalva*) et fut élu conseiller municipal de San Salvador, la capitale, sur la liste de Bukele en 2015. Calleja, danseuse et gestionnaire de projets culturels, travailla elle aussi avec Bukele dans la gestion municipale de la capitale, occupant le poste de 'Déléguée à la culture', créé pour elle¹². Quant à Michelle Sol, elle n'est autre que l'actuelle maire de Nuevo Cuscatlan, c'est-à-dire l'héritière du poste abandonné par Bukele quand il décida de se porter candidat pour la même fonction à San Salvador. C'est peu dire qu'ils sont proches, d'autant que son mari, Ernesto Castro est très proche du Président lui aussi. Enfin la plus éloignée, si l'on veut, serait Navarette-Chichilco, qui fut cependant vice-ministre de l'intérieur sous le gouvernement de Mauricio Funes, premier président de gauche élu en 2009.

Sur le plan idéologique, Hill Tinoco représente une sorte de caution à droite, contrebalancée par la présence de Navarette-Chichilco, autrefois membre du FMLN mais critique, comme Bukele d'ailleurs. Sol était elle aussi membre du FMLN, pour le compte duquel elle fut élue lors des élections municipales de 2018 à Nuevo Cuscatlan, mais elle l'a suivi dans l'aventure de la création de Nuevas Ideas, le petit parti fondé par Bukele. Calleja quant à elle est une créature de Bukele en propre. L'équilibre politique est ainsi garanti, ce qui met en pratique la déclaration que l' élu donna lors de son entrevue aux Etats-Unis à la Fondation Héritage lorsqu'il déclara n'être 'ni de droite, ni de gauche', expression qui pourtant ne ressemble pas à ce qu'on pouvait lire dans son projet de gouvernement, le *Plan Cuscatlan*, où l'aspect de gauche semblait un peu plus affirmé. On peut donc se dire que si les nominations suivent dans la même veine, Bukele pourrait alors réussir le tour de force de mettre autour de la table des personnes aux trajectoires politiques multiples, ce qui serait en soi une forme de gageure à El Salvador. Mais ce serait surtout une manière fort utile de gagner des voix à l'Assemblée, car il faudra bien ensuite faire voter les projets de loi. En ratissant large, en coalisant autour de sa personne des

¹¹ <https://www.laprensagrafica.com/elsalvador/Bukele-designo-a-Alexandra-Hill-Tinoco-como-nueva-canciller-20190502-0580.html>

¹² <https://elmundo.sv/suecy-callejas-sera-la-nueva-ministra-de-cultura-en-gobierno-de-bukele/>

individus aussi divers, il permet peut-être de constituer une majorité de gouvernement. L'hypothèse est d'autant plus réaliste que l'électorat salvadorien a largement manifesté son choix présidentiel, et que nombre d'électeurs, comme on l'a déjà dit, sont fatigués et peu convaincus de l'opposition assez stérile Arena-Fmln. Que des députés puisent dans ces nominations trans-partisanes des raisons pour rejoindre le camp présidentiel n'est donc pas impossible, d'autant que le saut de haies politiques est sport national dans le pays.

Enfin il faut également relever que les nominations faites correspondent à des personnes dont la formation académique, la trajectoire et/ou l'expérience politique justifient de leur place. Hill a longtemps travaillé dans des organismes internationaux, certes plutôt tournée vers des programmes de santé publique (c'est le domaine dans lequel elle a reçu son diplôme le plus élevé à l'Université de Boston, et à la John Hopkins School) et en particulier ce qui concerne les drogues et leurs trafics¹³, ce qui pourrait en fait être un atout vu l'accent mis par le puissant voisin du Nord sur ce sujet dans ses relations avec les pays d'Amérique Centrale. Il faut souligner ici la proximité certaine de Hill avec les Etats-Unis, ce dont sa première entrevue sur une chaîne de télévision donne une idée, par rapport à deux sujets qui seront essentiels : la poursuite ou non des relations avec la Chine communiste (le Salvador a renoncé aux relations diplomatiques avec Taïwan en août 2018 pour se rapprocher de la Chine continentale, un choix hautement critiqué par Washington) ; l'autre sujet épineux étant les immigrés salvadoriens et la question du trafic de drogues¹⁴. Chichilco-Navarete, outre son expérience de ministre, connaît bien les responsables politiques locaux du pays, et les problèmes de développement ruraux lui sont familiers¹⁵, en particulier les programmes sociaux destinés aux personnes âgées mis en place justement par l'ancien Président Funes. Il en va de même avec Sol, qui s'est d'ailleurs taillé une certaine reconnaissance pour les programmes municipaux de logement, de remise de titres de propriété (un sujet assez crucial encore à El Salvador) dans sa municipalité de banlieue aisée¹⁶.

Enfin Callejas est non seulement une artiste réelle, danseuse donc, mais également investie dans la gestion de projets culturels, ce qui pour une future ministre de la culture est de bon augure, même si son jeune âge lui fait un peu manquer d'expérience.

En tout état de cause, Nayib Bukele, élu président le plus jeune du Salvador présente à bien des égards des points communs avec le plus jeune président français : venus de la gauche mais fort critique face à une gauche traditionnelle, n'ayant pas peur d'affirmer des convictions fortes en faveur de l'économie de marché, disposés à travailler avec les Etats-Unis (Bukele dispose bien évidemment d'une marge d'action plus que réduite dans ses négociations avec le géant nord-

¹³ <https://informatvx.com/bukele-nombra-a-alexandra-hill-como-nueva-canciller-de-la-republica/>

¹⁴ https://elfaro.net/es/201905/el_salvador/23276/La-futura-canciller-de-Bukele-no-ve-urgente-exigir-a-Trump-respeto-a-los-migrantes.htm

¹⁵ <https://www.laprensagrafica.com/elsalvador/Yo-soy-pueblo-y-he-adquirido-la-capacidad-de-sentir-con-mi-pueblo-dice-Maria-Chichilco-futura-ministra-de-Desarrollo-Local-20190508-0159.html>

¹⁶ <https://www.lapagina.com.sv/nacionales/alcadesa-de-nuevo-cuscatlan-michelle-sol-sera-ministra-de-vivienda/>. Pour un rapide panorama des réalisations opérées sous son mandat local, on peut lire <http://ultimahora.sv/michelle-sol-consolida-historica-inversion-en-nuevo-cuscatlan/>. Il est intéressant de relever que ces programmes mis en œuvre correspondent bien à la vision véhiculée par Bukele : œuvres sociales, santé publique, lecture et éducation à destination des plus jeunes, remodelation urbaine.

américain, ne serait-ce qu'en raison de l'immense diaspora salvadorienne présente là-bas et du rôle fondamental des transferts d'argent, les *remesas*, expédiées vers le pays chaque mois.), usant des techniques modernes de communication, au risque parfois de passer par-dessus la tête des médias plus traditionnels, s'inspirant donc tous les deux des méthodes des start-up, et surtout, bousculant l'ordre politique au point de faire un peu perdre la tête au système qu'ils entendent tous deux remettre en cause pour le plus grand bien de leur pays respectif. Le parallèle s'arrête cependant quant aux problèmes qu'ils ont à résoudre, et aux moyens dont ils disposent. L'histoire dira si le Macron tropical aura autant de succès ou d'avaries que celui européen, et si ce positionnement annonce une refondation politique profonde ou ne constitue qu'un épisode dans la vie démocratique.